



## Conseil économique et social

Distr. générale  
13 décembre 2017  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

Soixante-deuxième session

12-23 mars 2018

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la vingt-troisième session  
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée  
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les  
sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée New Japan Women's Association, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué  
conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil  
économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

Depuis sa création en 1962, la New Japan Women's Association, qui compte 150 000 membres dans tout le Japon, œuvre pour l'abolition des armes nucléaires, en faveur des droits des femmes et des enfants et pour la solidarité des femmes du monde entier au service de la paix.

### Gravité de la situation de l'agriculture et des femmes rurales au Japon

Au Japon, les personnes qui vivent principalement de l'agriculture vieillissent très rapidement, 42 % d'entre elles atteignant l'âge de 70 ans et plus, et les communautés rurales sont en péril. Le taux d'autosuffisance alimentaire du pays est tombé à 38 % en 2016, le pire relevé dans les pays développés. Tout cela est le résultat de la politique du Gouvernement, qui abandonne les petites exploitations familiales considérées comme « inefficaces » au profit de la libéralisation des importations agricoles et de la consolidation des terres agricoles au service de la promotion de l'agriculture à grande échelle.

Face au déclin de l'agriculture, les femmes rurales s'efforcent de maintenir l'agriculture familiale, prenant part non seulement à la production agricole, mais aussi à la vente directe au niveau des exploitations, à la transformation des aliments ou à l'exploitation de restaurants. Mais leur statut reste inférieur, et selon l'enquête réalisée par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche en 2016, les femmes ne représentent que 8,1 % des comités agricoles.

### Mouvement Sanchoku pour la protection de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

Dans le cadre de la campagne contre la libéralisation de l'importation de bœuf et d'oranges à la fin des années 80, la New Japan Women's Association a choisi les slogans « Aliments salubres des sols du Japon » et « Protéger l'agriculture et la salubrité alimentaire au Japon » pour lancer en avril 1990, en collaboration avec le Japan Family Farmers' Movement, un mouvement Sanchoku (vente directe) dans lequel les consommateurs peuvent régulièrement recevoir des produits des producteurs.

En 2005, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire du Mouvement Sanchoku, les deux organisations ont convenu des « nouveaux objectifs communs » et s'emploient à attirer de plus jeunes membres dans le mouvement. Les nouveaux objectifs communs sont les suivants :

- Les producteurs donnent la priorité absolue à la sécurité par la fourniture de produits agricoles, d'élevage et de produits marins frais et de qualité aux consommateurs, qui, de leur côté, consomment leurs produits afin de protéger la santé de leurs familles, l'alimentation, l'agriculture et la culture alimentaire au Japon.
- Les producteurs et les consommateurs accueillent avec intérêt les possibilités de se rencontrer et de connaître les moyens de subsistance des uns et des autres, en faveur de la promotion du Mouvement Sanchoku, ce qui peut générer des rendements raisonnables pour les producteurs et favoriser des successeurs.
- Les deux organisations tiennent des consultations régulières pour développer le Mouvement Sanchoku et lui permettre de contribuer au développement des deux organisations.

- Les deux organisations militent de concert, par l'intermédiaire du Mouvement Sanchoku, contre la « réforme de la politique agricole » et l'Accord de partenariat économique transpacifique, et en faveur du « zéro nucléaire » et de la généralisation de l'énergie renouvelable, en vue de consacrer la souveraineté alimentaire, promouvoir la reconstruction après la catastrophe, prévenir le réchauffement climatique et créer des communautés durables et axées sur le recyclage où chacun peut rayonner. Les deux organisations conjuguent leurs efforts pour faire en sorte que l'État et la compagnie d'électricité assument leurs responsabilités en matière de restauration des bases de production ainsi que de salubrité des aliments et de sécurité alimentaire, qui ont gravement pâti de l'accident nucléaire.

Vu l'intérêt croissant pour la salubrité des aliments, des efforts ont été déployés pour fournir des produits agricoles locaux aux écoles pour le déjeuner. En permettant aux producteurs de vendre leurs produits de façon stable à un prix décent, le Mouvement de Sanchoku a contribué à favoriser des successeurs. Lorsque le Gouvernement a assoupli les exigences d'étiquetage des produits agricoles importés et des aliments transformés, ainsi que les normes sur les résidus de pesticides, différents organismes et particuliers ont recueilli des fonds pour introduire un analyseur d'organismes génétiquement modifiés et un analyseur de résidus de pesticides au Centre d'analyse des aliments de Nouminren.

### **Modification et amélioration du système qui entrave l'indépendance économique des femmes**

La New Japan Women's Association mène aux côtés d'autres groupes de femmes une campagne de pétition en vue de la révision de l'article 56 de la loi de l'impôt sur le revenu, qui fait qu'il est difficile pour les femmes rurales d'être indépendantes. L'article 56 de la loi de l'impôt sur le revenu du Japon ne reconnaît pas la rémunération des membres de la famille des agriculteurs et des travailleurs indépendants pour leur travail comme des dépenses d'entreprise, et donc les revenus des travailleurs familiaux, dont beaucoup sont des femmes, sont inclus dans le revenu du propriétaire d'entreprise. N'étant pas reconnues comme des soutiens de famille, ces femmes ne sont pas en mesure d'obtenir un certificat de revenu et sont désavantagées en matière de prestations sociales et de procédure administrative. En mars 2016, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé au Gouvernement japonais de réformer le régime de retraite afin de garantir le niveau de vie minimum et de réviser l'article 56 de la loi de l'impôt sur le revenu.

### **Recours aux énergies renouvelables**

Après le grand tremblement de terre survenu dans l'est du Japon le 11 mars 2011, le pays a souvent été frappé par des catastrophes naturelles, dont des séismes, des éruptions volcaniques et des pluies abondantes, qui ont causé d'énormes dommages à l'agriculture et aux économies locales. Chaque fois qu'une catastrophe survient, la New Japan Women's Association lance des activités de soutien et exhorte le Gouvernement à prendre des mesures drastiques pour faire face aux dégâts. Les membres de l'Association à travers tout le Japon vérifient les conditions dans les centres d'évacuation, la résistance aux séismes et les stocks d'urgence dans les écoles et autres établissements publics, les voies d'évacuation et le contenu des exercices d'évacuation et de prévention des catastrophes dans leurs communautés. Ils soumettent leurs résultats aux municipalités et des progrès ont été enregistrés.

Plus de six ans et demi se sont écoulés depuis la catastrophe nucléaire, 68 000 habitants de la préfecture de Fukushima vivent toujours dans des centres d'évacuation, et la catastrophe est loin d'être terminée, le tableau global de l'accident restant à découvrir. Pourtant, le Gouvernement avance dans la levée des ordonnances d'évacuation promulguées pour des zones un temps désignées zones interdites, et met fin au paiement d'indemnisations aux personnes évacuées. De plus, il hâte la réactivation et l'exportation de réacteurs nucléaires. La New Japan Women's Association renforce le mouvement en faveur du zéro nucléaire, le recours aux énergies renouvelables et les mesures contre le réchauffement climatique.

**Appel à des initiatives pour l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires**

Le 7 juillet 2017, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires a été adopté et il a été ouvert à la signature, plusieurs pays l'ayant ratifié. La New Japan Women's Association a soumis à l'Organisation des Nations Unies des signatures appelant à l'élimination des armes nucléaires, et son président a eu le privilège de faire une déclaration à la Conférence pour négocier un traité interdisant les armes nucléaires, contribuant ainsi à l'adoption du traité. Le public japonais est de plus en plus critique à l'égard de son Gouvernement qui, bien que représentant le seul pays à avoir subi un bombardement atomique en temps de guerre et, en même temps, celui qui a déclenché une guerre d'agression contre ses voisins asiatiques, s'est opposé à l'adoption du traité, faisant à nouveau du Japon une nation de guerre aux côtés des États-Unis.

La New Japan Women's Association continuera à demander instamment au Gouvernement d'assumer son rôle de pays dont la Constitution proclame dans son article 9 qu'il renonce à jamais à la guerre et fera tout son possible pour réaliser un monde pacifique, juste et durable sans armes nucléaires.

---